Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
12 mai 2004
N°118 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

GRAND JEU CAUCASIEN

Le « domino » tchétchène

La seconde guerre de Tchétchénie s'insère dans le cadre plus large d'un affrontement entre grandes puissances dans le Caucase. Pour s'assurer du contrôle des ressources de la Caspienne et surtout du réseau d'oléoducs que nécessite leur exploitation, la Fédération de Russie et les États-Unis se livrent actuellement à des luttes d'influences musclées sur plusieurs zones stratégiques. L'instabilité chronique de la province tchétchène en fait ainsi un « domino » essentiel entre les mains de Washington. Dernière partie de notre enqûete sur le conflit Tchétchène.

page 2

Organiser la défaite en Irak

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

L'ancien diplomate John Bradly Kiesling présente avec un rare cynisme une stratégie de sortie du conflit. Il souligne que le but de guerre est de placer un gouvernement ami à Bagdad, si possible démocratique, à défaut une dictature fantoche. Aussi, le mieux serait-il de mettre en scène une fausse déroute militaire pour installer un faux héros de la résistance au pouvoir. On pense irrésistiblement au major général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi et à Mohammed Latif.

page 11

REPÈRE : 12 MAI 1993

Les victimes de la « mondialisation heureuse »

Après deux jours d'incendie, le feu est maîtrisé à l'usine Kader Industrial de Bangkok en Thailande. L'usine avait été présenté comme une vitrine de la délocalisation et de la mondialisation heureuse. Des centaines de jeunes femmes y fabriquaient des poupées pour les grands groupes US tel que Mattel ou Walt Disney - payées un salaire de misère, dans des conditions de semi-esclavage. Afin de ne pas ralentir la cadence par des pauses pipi ou cigarette, toutes les issues étaient cadenassées. Quand le stock de synthétique et de colle prend feu, le patron s'enfuit avec les clés. 200 ouvrières seront brulées vives et 500 autres grièvement blessées en sautant du 3è étage. Un procès de pure forme condamnera quelques lampistes à des amendes, une indemnisation ridicule sera proposée aux familles mais ne sera jamais payée. Quand les associations de victimes et les syndicats réclameront des mesures de sécurité dans les usines et des conditions de travail décentes, on leur rétorqua que cela rendrait le travail moins « compétitif » et que Mattel, Disney, Nike et autres iraient chercher ailleurs de la main d'oeuvre « flexible »... ■

Les Boys ne veulent pas mourir pour Halliburton

Tous les journaux du groupe *Army Times* publieront simultanément, dans leurs éditions datées du lundi 17 mai 2004, un éditorial dénonçant la carence du commandement en Irak. Loin des manigances de Washington où les démocrates demandent la tête de Rumsfeld pour affaiblir Bush, mais sans proposer de stratégie alternative, c'est ici une voix autorisée, représentant la fronde des officiers supérieurs de terrain contre le Pentagone, qui exige la démission du secrétaire à la Défense. Cette mise en cause illustre la profonde crise morale qui traverse les Forces armées US. Les GI's accumulent les pertes en Irak : plus de 700 morts au combat, probablement bien plus morts de leurs blessures, et des milliers d'invalides. Tout cela pour des intérêts privés, sans aucun profit pour les États-Unis.

page 18

Grand jeu caucasien

Le « domino » tchétchène

La seconde guerre de Tchétchénie s'insère dans le cadre plus large d'un affrontement entre grandes puissances dans le Caucase. Pour s'assurer du contrôle des ressources de la Caspienne et surtout du réseau d'oléoducs que nécessite leur exploitation, la Fédération de Russie et les États-Unis se livrent actuellement à des luttes d'influences musclées sur plusieurs zones stratégiques. L'instabilité chronique de la province tchétchène en fait ainsi un « domino » essentiel entre les mains de Washington. Dernière partie de notre enquête sur le conflit Tchétchène.

Le second conflit tchétchène commence à l'automne 1999 alors que Vladimir Poutine vient juste d'être nommé Premier ministre. Le Kremlin met sur pied les modalités de l'intervention militaire fédérale dans la République sécessionniste [1] , qui subit par ailleurs un blocus économique. Une part importante de la population, près de 75 000 personnes, se réfugie aussitôt dans la région voisine d'Ingouchie. Le conflit s'annonce difficile pour les troupes fédérales : l'échec des premières tentatives de médiation permet au président modéré, Aslan Maskhadov, d'unifier l'ensemble des forces tchétchènes, et d'y rallier notamment les hommes de Chamil Bassaïev, pourtant en opposition ouverte avec lui depuis plusieurs mois. Une opposition qui l'avait notamment incité à tenter une incursion militaire au Daguestan, provoquant ainsi la riposte militaire de la Fédération [2].

FOCUS

Vladimir Poutine s'éloigne des oligarques

Il est encore aujourd'hui difficile de savoir avec précision dans quelles conditions a éclaté le second conflit tchétchène. Les éléments que nous avons rappelés dans le précédent volet de notre enquête font apparaître un double mobile : d'une part, la volonté du clan des oligarques de s'assurer de l'arrivée au Kremlin d'un candidat sensible à leurs intérêts en la personne de Vladimir Poutine, dont la popularité serait accrue par une opération militaire d'envergure en Tchétchénie. D'autre part, une volonté réelle ou supposée de certains de ces hommes d'affaires russes de fragiliser la position de Moscou dans le « grand jeu » des oléoducs de la Caspienne, ce qui profiterait, par ricochet, à Washington.

Le soutien dont Vladimir Poutine a bénéficié de la part des oligarques [3] est pourtant rapidement remplacé par une certaine circonspection, voire de la méfiance, dans les milieux d'affaires moscovites, après qu'il est devenu président intérimaire de la Fédération de Russie, à la faveur de la démission de Boris Eltsine, le 31 décembre 1999. Ses proches commencent alors à affirmer dans la presse que le président intérimaire ne *« sera jamais l'homme de quelqu'un »*, rappelant *« que ce serviteur de l'État appartiendrait plutôt à une génération du KGB résolument réformiste, ouverte à l'Occident »* [4]. Un « chercheur moscovite » interrogé par *L'Express* se dit convaincu qu'*« il est capable de se retourner contre ceux qui croient l'avoir à leur service »*, et notamment les oligarques du clan Eltsine. C'est effectivement ce que Vladimir Poutine va entreprendre. Début janvier 2000, il remercie Tatiana Diatchenko, la fille préférée d'Eltsine, qui assurait jusqu'ici la liaison entre le Kremlin et les oligarques. De plus en plus, il joue les clans les uns contre les autres, notamment celui d'Anatoli Tchoubaïs, ancien Premier ministre ultra-libéral, contre celui de Boris Berezovski. Poutine peut en outre s'appuyer *« sur une troisième force, le groupe bancaire "Alpha" de Piotr Aven, dont il est l'ami »* [5]. Mais la mainmise des oligarques sur le pays l'empêche d'engager immédiatement un bras de fer qu'il ne pourrait par gagner. Vladimir Poutine laisse donc geler les poursuites contre Berezovski et laisse s'opérer la prise de contrôle illégale de la compagnie pétrolière Tranfneft, en septembre 1999, *« par les hommes du ministre pro-Berezovski Nikolaï Aksionenko »* [6].

Intransigeance du Kremlin

Aslan Maskhadov

Vladimir Poutine semble donc opposé à la poursuite du pillage de la Russie par les oligarques, et déterminé à reprendre le contrôle des ressources naturelles du pays. La sortie de la Tchétchénie de la Fédération, qui entraînerait la perte du contrôle des oléoducs qui traversent le pays, est à ses yeux inenvisageable. Le président intérimaire adopte en conséquence une attitude d'une grande intransigeance à l'égard des sécessionnistes. Une position qu'il avait déjà affirmée en tant que Premier ministre : le 2 octobre 1999, il annonçait ainsi ne plus reconnaître la légitimité du président Maskhadov, ni, par voie de conséquence, celle des autorités tchétchènes dans leur ensemble : *« Tous les organes du pouvoir en Tchétchénie sont illégitimes (...) car ils ont tous été élus en dehors des lois russes »*. Cette phrase résume parfaitement la pensée de Vladimir Poutine : il ne reconnaît ni les accords de Khassaviourt, signés par le général Lebed et le président Maskhadov, ni ceux signés par Boris Eltsine et le numéro un tchétchène en mai 1997.

La position radicale de celui qui n'est alors que Premier ministre fédéral est immédiatement interprétée comme la révélation de ses intentions réelles en Tchétchénie : loin de l'instauration d'un *« cordon sanitaire »* autour du territoire, ou de la lutte contre le terrorisme, Vladimir Poutine souhaite *« balayer le pouvoir tchétchène »* et surtout reprendre le contrôle de cette zone stratégique pour la Russie. Le premier conflit en Tchétchénie avait contraint les Russes à transporter une partie du pétrole de la Caspienne par camion, via le Daguestan, alors que l'oléoduc Bakou-Novorossisk était perpétuellement attaqué par les chefs de guerre tchétchènes. L'attaque menée par les hommes de Bassaïev au Daguestan, quand bien même elle aurait été téléguidée par l'oligarque Boris Berezovski, ne pouvait que viser à perturber cet acheminement par camions, et ainsi fragiliser la position russe dans l'exploitation du pétrole de la Caspienne. Il ne s'agit donc pas d'une guerre coloniale, et le président Poutine répète d'ailleurs à l'envi que le conflit tchétchène est *« un problème intérieur russe »*. Le mouvement indépendantiste en Tchétchénie est d'ailleurs relativement faible : une majorité de la population aurait largement accepté un statut d'autonomie élargie de leur territoire, en échange de la maîtrise russe, non pas sur les ressources énergétiques de la Tchétchénie, qui sont dérisoires, mais sur le réseau d'oléoducs mis en place du temps de l'URSS à travers la région.

Difficile de trouver un enjeu plus stratégique pour la Russie. Les ressources pétrolières de la Caspienne, mises à jour à partir 1998, ont suscité une ruée des compagnies pétrolières du monde entier, mais surtout anglo-états-uniennes. Les projets de construction de pipeline se multiplient alors, avec pour objectif de « désenclaver » ces réserves de l'emprise russe. Le 17 avril 1999, c'est l'ouverture de l'oléoduc reliant Bakou à Soupsa, un port géorgien situé sur les bords de la mer noir. Il s'agit là du premier projet faisant échapper le pétrole à la main-mise de Moscou. En octobre 1999, juste avant le début de l'offensive militaire en

FOCUS

Tchétchénie, les compagnies pétrolières anglo-états-uniennes annoncent la prochaine construction d'un oléoduc reliant Bakou au port turc de Ceyhan, nouvelle pierre dans le jardin russe.

La position du Kremlin s'aligne donc sur celle de l'état-major militaire : la Tchétchénie doit rester dans le giron russe, à n'importe quel prix. Pour cela, les généraux fédéraux souhaitent sécuriser une zone au nord de la République sécessionniste, comprenant le tracé de l'oléoduc Bakou-Novorossisk. Cette incursion irait au moins jusqu'à cinquante kilomètres au sud de l'actuelle frontière, assurant le contrôle de terres que la Russie a toujours considéré comme lui appartenant. Le célèbre écrivain Alexandre Soljenitsyne avait lui même évoqué la concession de ces territoires par les Tchétchènes en échange d'une indépendance du reste du « pays ». En tout état de cause, l'état-major fédéral prévoit là une opération de grande ampleur et particulièrement délicate, étant donnée la mobilisation, en face, de 50 000 Tchétchènes.

La mise en œuvre de la stratégie militaire choisie par le Kremlin est à l'image de ceux qui l'ont élaborée : intraitable, systématique et brutale. Au nom d'intérêts géopolitiques légitimes, l'armée fédérale va faire preuve d'une sauvagerie inouïe dans les combats. Sur le champ de bataille, la politique jusqu'au bout-iste de Poutine se manifeste par le pilonnage intensif de la ville de Grozny, ce qui, selon Jean Radvany, professeur à l'INALCO, est un moyen *« effroyable (...) de faire une démonstration d'efficacité alors que les Russes, depuis plusieurs années, étaient extrêmement sensibles à la faiblesse de leur armée et de leur État »* [7]. Un élément décisif pour assurer la popularité du Président intérimaire, dont il a besoin en vue des élections présidentielles de mars 2000. Le contexte lui est favorable : les critiques de l'Occident assurent l'unité de la population derrière le chef de l'État, phénomène amplifié par l'opposition de l'opinion publique russe à l'intervention de l'OTAN en Serbie, survenue au printemps 1999. L'offensive militaire est pourtant loin d'être un succès : pour progresser dans Grozny, les troupes fédérales sont contraintes de détruire des quartiers entiers, au prix de pertes humaines effroyables. Grozny devient peu à peu une ville fantôme, jonchée de cadavres et désertée par les survivants qui n'ont guère d'alternatives : soit l'exil dans les camps de réfugiés d'Ingouchie, soit la lutte armée depuis les montagnes avoisinantes d'où ils lancent des raids meurtriers. Selon les évaluations établies en janvier 2000, *« plus du tiers de la population de la Tchétchénie a été chassé de ses foyers et a dû se réfugier en Ingouchie, où Moscou a empêché les organisations internationales (à l'exception du Haut-Commissariat aux réfugiés et de la Croix Rouge) de venir en aide à quelque 250 000 personnes »* [8].

Les affrontements violents et meurtriers ont suscité l'indignation de l'opinion publique occidentale face au carnage réalisé par les troupes russes dans la République sécessionniste, tandis que l'ensemble des chancelleries conservait un silence assourdissant. Mais la violence extrême qu'ont subie les Tchétchènes ne doit pas faire oublier le contexte géostratégique dans lequel s'est déroulé cette « lutte pour l'indépendance » à laquelle, en fin de compte, une majorité de la population n'aspirait pas.

FOCUS

La Tchétchénie : un domino du « grand jeu »

En réalité, dans le « grand jeu » auxquels se livrent les puissances mondiales pour le contrôle du Caucase, la Tchétchénie et le Daguestan ne sont que des dominos, dont l'instabilité permet de fragiliser la position de Moscou vis-à-vis de ses partenaires. Ceux-ci sont en effet particulièrement effrayés par l'offensive militaire de la Fédération, qui stationne ainsi des troupes tout près de leurs frontières. Entre 1998 et 2000, les États du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) se sont ainsi rapprochés de l'Alliance atlantique et des États-Unis. C'est le cas notamment du président géorgien, Edouard Chevardnadze [9] qui devient à cette période un proche allié de Washington : il dénonce le traité de défense collective des frontières de la Communauté des États indépendants (CEI) et le traité de sécurité collective de Tachkent, tout en se rapprochant de l'OTAN. En 1999, lorsque le président fédéral, Boris Eltsine, lui demande l'autorisation d'utiliser le territoire géorgien pour lancer l'opération de Tchétchénie, Chevardnadze suit les ordres du conseiller spécial de Bill Clinton pour la Russie, Strobe Talbott, et rejette la demande russe. Un autre domino essentiel est l'Arménie, dont le territoire n'est pas très éloigné du projet états-unien d'oléoduc reliant Bakou à Ceyhan via Tbilissi (BTC) : alors que le pays est soumis à une forte pression des États-Unis pour qu'il règle son conflit avec l'Azerbaïdjan, le Premier ministre et le président du Parlement sont assassinés en octobre 1999.

Ces éléments de contexte géopolitique global sont essentiels pour comprendre les raisons de l'engagement massif de l'armée fédérale et sa stratégie jusqu'au-boutiste sur le territoire tchétchène. La violence déployée sur place, avec un bilan extrêmement lourd côté tchétchène (les chiffres avancés par les responsables indépendantistes avoisinent les 100 000 morts), n'est pas seulement liée à la détermination du Kremlin à ne jamais abandonner le territoire. Elle se veut aussi une réponse à la résistance inattendue que l'armée a rencontrée sur son chemin. Contrairement au premier conflit, la seconde guerre de Tchétchénie était bien mieux préparée du côté russe, et les soldats bien mieux équipés. Les raids aériens, notamment, ont détruit plus de cibles au cours des dix premiers jours de l'offensive que lors des deux ans de la guerre précédente. Pourtant les milices tchétchènes ont rapidement réussi à trouver l'équipement nécessaire pour contrecarrer l'offensive. De manière tout à fait singulière, les « hommes des montagnes », comme les Tchétchènes s'appellent eux-mêmes, ont eu en leur possession, à partir de janvier 2000, des installations radar et des batteries antiaériennes sophistiquées leur permettant, contre toute attente, de résister aux troupes fédérales. Aucune puissance voisine n'a pu fournir cet équipement, la crainte de représailles russes étant bien réelle. Il faut donc chercher ailleurs les soutiens à la résistance tchétchène.

Les soutiens étrangers des chefs de guerre tchétchènes

Les pistes évoquées dans la presse renvoient vers plusieurs directions. D'après un article de Venik, rédacteur en chef du site Aeronautics.ru, proche des services de renseignement russes, la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie aurait notamment servi de point de passage pour les mercenaires et les fournitures

d'armes à la guérilla tchétchène, sous les auspices de la CIA. Un radar anti-aérien états-unien aurait ainsi fait son apparition en Tchétchénie, ainsi que plusieurs missiles anti-aériens Stinger. Michel Chossudovsky, universitaire canadien, a lui rendu compte de l'implication des services secrets pakistanais de l'ISI, traditionnellement très proches des services états-uniens, dans le conflit. Il cite notamment un article de la *Gazette* de Montréal selon lequel *« l'ISI et ses intermédiaires islamistes sont en réalité ceux qui décident des actions dans cette guerre »* [10].

Également mis en cause : l'Afghanistan. Le pays, alors dirigé par les Talibans, est l'objet d'attentions toutes particulières de Washington qui souhaite y construire un pipeline, un projet extrêmement ambitieux d'Unocal. C'est sur son territoire qu'auraient été formés des escadrons de militants fondamentalistes, ensuite envoyés se battre aux côtés de leurs « frères tchétchènes » au nom du Jihad et d'Oussama Ben Laden. Au point que, en mai 2000, le directeur des services de la garde frontalière de la Fédération de Russie, déclare que *« la formation de terroristes pour des opérations de combat en Tchétchénie sur le territoire de l'Afghanistan contrôlé par le mouvement taliban n'est rien d'autre qu'une ingérence directe dans les affaires intérieures russes. La poursuite de telles activités par les talibans mènerait à des frappes aériennes préventives de la Russie contre les bases et les camps impliqués dans l'entraînement de terroristes »* [11]. Une piste qui accrédite, encore une fois, l'intérêt de Washington à un enlisement du conflit.

Un processus politique entravé

Akhmad Kadyrov

Des négociations politiques ont pourtant été entamées par les responsables tchétchènes et russes à partir de la mi-2000. Début février 2000, après la prise de Grozny, Vladimir Poutine annonce la fin des opérations en Tchétchénie, tout en envoyant dans la république 3500 parachutistes en plus des 93 000 hommes déjà présents. Le 21 avril, alors que combats sporadiques se poursuivent, le président russe déclare ne pas exclure des pourparler avec le président Aslan Maskhadov, si celui-ci dépose les armes. Le 8 juin, il met en place par décret un exécutif provisoire dans la République sécessionniste, à la tête duquel il nomme le mufti Akhmad Kadyrov. Le 25 décembre 2000, Boris Nemtsov, président du groupe de l'Union des forces de droite à la Douma, signe un « protocole » avec des représentants de Maskhadov sur la nécessité d'entamer des négociations *« avec l'aval du président Poutine »*. Ce début de règlement politique aboutit, le 22 janvier 2001, à un nouveau décret présidentiel retirant la responsabilité de *« l'opération anti-terroriste »* en Tchétchénie à l'armée et la confiant aux troupes du ministère de l'Intérieur.

Cependant, sur le terrain, les « accrochages » se multiplient. Divers groupes de combattants tchétchènes commettent des attentats ou des attaques-éclair qui mettent à mal le processus de négociation. En juillet 2000, une série d'attentats-suicide au camion piégé dans plusieurs villes de Tchétchénie tuent plus de 50

Russes. En décembre, un attentat dans la ville d'Alkhan-Yourt fait 21 victimes civiles. En mars 2001, des attentats dans la région de Stavropol, dans le Nord-Caucase, font 24 morts et 143 blessés. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement séparatiste, Ilias Akhmadov, est reçu au Département d'État à Washington. La cible préférée des combattants de Tchétchénie reste néanmoins les hélicoptères : le 31 mai, l'un d'eux, transportant des députés de la Douma, est atteint au-dessus de l'Ingouchie par des tirs de séparatistes. Le 28 janvier 2002, une attaque similaire tue 14 militaires fédéraux dont deux généraux. Le 20 août, un autre hélicoptère transportant des troupes fédérales est également abattu, faisant 80 victimes.

Qui relance la guerre ?

Ces actes sont une réaction à l'établissement progressif d'une administration russe sur la Tchétchénie, dont le nouvel administrateur sur place est le tchétchène pro-Fédération Akhmad Kadyrov, mais aussi à l'ouverture des négociations entre les séparatistes et le Kremlin. En effet, le 18 novembre 2001, Akhmed Zakaïev, représentant du gouvernement séparatiste, rencontre pour la première fois depuis le début du conflit un représentant du pouvoir fédéral, Viktor Kazantsev, envoyé spécial de Vladimir Poutine dans le District fédéral Sud. Cette rencontre, jugée « positive » par les deux protagonistes, n'est pas vue aussi favorablement par tous. Après la multiplication d'attaques ponctuelles début 2002, un commando tchétchène s'empare de l'opéra de Moscou, le 23 octobre 2002, capturant en même temps plusieurs centaines de spectateurs. Les troupes spéciales fédérales lancent l'assaut, massacrant les ravisseurs et faisant plus de 120 morts parmi les otages, asphyxiés par le gaz incapacitant utilisé lors de l'attaque. Cette opération spectaculaire, revendiquée par Chamil Bassaïev, auteur de nombreuses actions similaires au cours du premier conflit tchétchène, suscite bien des interrogations à Moscou. Des soupçons de complicité au sein de l'appareil d'État russe sont évoqués.

Prise d'otages par un commando tchétchène dans un théâtre de Moscou en octobre 2002

Les journalistes Sophie Shihab et Nathalie Nougayrède ont évoqué quatre hypothèses concernant les commanditaires de l'opération.

- La version officielle est celle d'un commando isolé, agissant sur ordre de Bassaïev, sans que le le président tchétchène, Aslan Maskhadov, n'en soit informé.

FOCUS

FOCUS

▶ Une deuxième hypothèse implique les services secrets russes qui, informés par avance, auraient cherché à profiter de l'opération. C'est la thèse du politologue Andreï Piontkovsky qui évoque une alliance *« des partis de la guerre »* des deux bords, celui du chef tchétchène Bassaïev et *« celui des généraux russes qui font des fortunes grâce au conflit »*, sur fond de trafic de pétrole. Ceux-ci seraient opposés aux négociations en cours entre le Kremlin et les séparatistes tchétchènes.

▶ Il pourrait également s'agir d'une opération menée par des proches de Vladimir Poutine pour relancer une guerre de moins en moins populaire dans l'opinion.

▶ Enfin, les deux journalistes évoquent une éventuelle participation de *« la "Famille" formée des oligarques et chefs mafieux qui manipulaient la Russie du temps de Boris Eltsine »*. Elles citent notamment le nom de l'omniprésent Boris Berezovski [12].

Le processus politique en Tchétchénie se trouve mis à mal par l'opération terroriste, mais il reprend rapidement. En février 2003, le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Alvaro Gil-Roblès autorise la tenue d'un référendum constitutionnel en Tchétchénie, après avoir obtenu du président pro-Fédération Akhman Kadyrov que les réfugiés tchétchènes puissent y participer. Le scrutin a lieu le 23 mars, en l'absence d'observateurs internationaux, le « oui » l'emportant avec plus de 95 % des voix. Le texte comportait un projet de Constitution, et deux projets de loi sur l'élection du Président de la République et du Parlement. La Russie parvient peu à peu à s'assurer le contrôle politique du pays. Le 11 septembre, tous les candidats à l'élection présidentielle, prévue le 5 octobre, se retirent de la course, laissant la voie libre au candidat du Kremlin, Akhman Kadyrov. Celui-ci est élu avec 82,5 % des suffrages.

Le succès fédéral dans la région est néanmoins fragile. Le Kremlin n'est pas à l'abri d'une reprise des combats ou même simplement des attentats, qui entraîneraient nécessairement une riposte russe. Or l'ensemble de la politique de Moscou a été conçu afin de stabiliser la région. Mais les appétits pétroliers des grandes puissances dans la région ne semblent pas rassasiés. Même si, depuis le 11 septembre 2001, Washington a certainement ralenti son soutien aux guérillas islamistes, l'administration Bush a redoublé d'efforts pour s'assurer le contrôle du Caucase. Le renversement d'Edouard Chevardnadze en novembre 2003 n'avait pas d'autre but. L'assassinat, dimanche dernier, du président Akhmad Kadyrov à Grozny, participe certainement du même processus.

---

[1] Nous avons choisi délibérément d'utiliser, pour désigner les forces en présence, les dénominations qu'ils s'appliquent à eux-mêmes. Ainsi, les forces armées russes sont elles les forces de la Fédération de Russie, donc « fédérales », en lutte avec la République « sécessionniste » de Tchétchénie. Pour les chefs de guerre tchétchènes, il s'agit de lutter contre les forces russes au nom d'une guerre « d'indépendance », dont l'aboutissement serait l'instauration d'un État indépendant en Tchétchénie.

[2] Voir « Business et terrorisme à Moscou », *Voltaire*, 10 mai 2004.

[3] Voir « Business et terrorisme à Moscou », op.cit.

[4] « Poutine en orbite », par Laure Mandeville, *Le Figaro*, 1er janvier 2000.

[5] « Derrière Poutine, l'ombre de la famille », de Laure Mandeville et Irina de Chikoff, *Le Figaro*, 4 janvier 2000.

[6] « Derrière Poutine, l'ombre de la famille », op.cit.

[7] « Vladimir le terrible », par Sylvaine Pasquier, *L'Express*, 16 décembre 1999.

[8] « Une guerre de revanche en Tchétchénie », *Le Monde*, 3 janvier 2000.

[9] Voir « Les dessous du coup d'État en Géorgie », *Voltaire*, 7 janvier 2004.

[10] « Qui est Oussama ben Laden ? », par Michel Chossudovsky, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM), 27 septembre 2001. « Who's calling the shots ? Chechen conflict finds Islamic roots in Afghanistan and Pakistan », par Levon Sevunts, *The Gazette*, 26 octobre 1999.

[11] « Aerial Strikes against Afghanistan », par Venik, *Aeronautics.ru*, 28 mai 2000.

[12] « Questions sur une prise d'otages », par Nathalie Nougayrède et Sophie Shihab, *Le Monde*, 16 novembre 2002.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Chaque jour, Tribunes libres internationales présente un résumé et une mise en perspective des principales analyses et prises de positions des décideurs mondiaux sur les relations internationales.

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Organiser la défaite en Irak

Analyse

Aux États-Unis, où la constitution ne reconnaît pas la souveraineté populaire, la classe dirigeante substitue des positions morales intransigeantes aux débats politiques contradictoires.

Maître Kenneth Star, qui défend Sandy Banning devant la Cour suprême, plaide dans le *Los Angeles Times* pour le maintien de la référence « Under God » dans le serment d'allégeance récité chaque jour par les écoliers et fonctionnaires états-uniens. Selon lui, cette référence religieuse reflète les valeurs propres des États-Unis. Bien sûr, on doit ne doit pas l'imposer aux non-croyants, qui doivent être libres de ne pas la réciter s'ils ne partagent pas « les valeurs de l'Amérique ». Ainsi, après avoir tenté de contraindre à Bill Clinton à la démission en étalant sa vie sexuelle, l'avocat puritain veut aujourd'hui contraindre les États-uniens non-croyants à démissionner de leur citoyenneté.

L'ancien speaker de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, condamne dans le *Wall Street Journal* les exactions en Irak, mais refuse que des Arabes donnent des leçons aux États-Unis. Outre les préjugés racistes qu'ils expriment, ces propos montrent que la préoccupation de la classe dirigeante washingtonnienne n'est aucunement ce que peuvent endurer les Irakiens, mais l'image narcissique que les Etats-Unis peuvent avoir d'eux-mêmes.

Désabusé, l'historien Tony Judt observe dans *The Independent* le culte de la repentance que célèbrent les politiciens états-uniens et qu'ils ont érigé en modèle dans le monde. Or, la contrition est un sentiment personnel qui relève de la morale individuelle, pas un acte politique. Mademoiselle Rice et Monsieur Blair se confondent d'autant plus en excuses et en remords qu'ils accaparent ainsi l'attention des médias et évacuent toute discussion politique de leurs décisions.

À Washington, on veut toujours modeler le monde à son image.
Le sénateur George Allen se fait le défenseur du Dr Que, en instance de jugement au Vietnam. Tout en admettant dans le *Washington Times* que le Dr Que fut un agent du « monde libre » au Vietnam avant la chute de Saïgon, il récuse les accusations d'espionnage émises contre lui et dénonce une répression politique. Il patronne donc des manifestations pour sa libération qui se tiendront devant de nombreuses ambassades, le 11 mai, qui a été proclamé « Jour de la liberté au Vietnam »... par le Congrès des États-Unis.
Le professeur Ashraf Ghani, devenu ministre des Finances d'Afghanistan par la grâce de Condoleezza Rice qui l'avait connu à la John Hopkins University lorsqu'elle en était la rectrice, décrit l'avenir radieux de son pays libéré dans l'*International Herald Tribune*. Il pourrait devenir un centre d'échanges commerciaux et entraîner la croissance et la prospérité dans la région. Enfin, si la communauté internationale verse les 8,2 milliards de dollars promis pour la reconstruction.
Enfin, l'ancien diplomate John Bradly Kiesling, qui démissionna du département d'État pour protester contre l'invasion de l'Irak, présente avec un rare cynisme une stratégie de sortie du conflit. Il souligne dans le *Washington Post* que le but de guerre est de placer un gouvernement ami à Bagdad, si possible démocratique, à défaut une dictature fantoche. Aussi, le mieux serait-il de mettre en scène une fausse déroute militaire pour installer un faux héros de la résistance au pouvoir. On pense irrésistiblement au major général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi et à Mohammed Latif.

Réseau Voltaire

Kenneth W. Starr

Ancien procureur indépendant des États-Unis, célèbre pour son traitement de l'affaire Lewinski, Kenneth W. Starr est avocat. Il est aussi doyen de la Pepperdine Law School de Malibu, une université privée des Églises du Christ.

« "Under God" et la constitution »

Source : Los Angeles Times
Référence : « 'Under God,' and Under the Constitution », par Kenneth W. Starr, *Los Angeles Times*, 9 mai 2004.

Comme des millions d'Américains, Sandy Banning soutient fortement le Serment d'Allégeance et, mère célibataire, elle encourage sa petite fille de neuf ans à participer à ce rituel quotidien dans son école élémentaire de Sacramento. Banning voit ce serment comme un succinct rappel des valeurs fondatrices de notre nation, ce n'est toutefois pas ce que pense le père de sa fille, Michaël Newdon, qui estime que l'expression « *Under God* » [1] dans le Serment d'Allégeance est en contradiction avec le 1er amendement et il demande donc son retrait.
Cette requête est désormais dans les mains des juges de la Cour suprême états-unienne. Cette question fait cependant l'unité de la nation : le Serment d'Allégeance est approprié et il ne requiert aucune objection. Le Sénat a d'ailleurs condamné la décision de la 9ième Cour d'appel de Californie par un

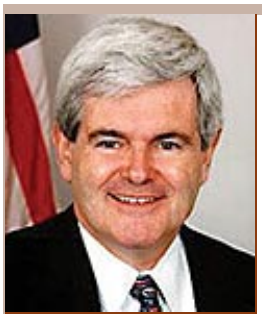
vote de 99 voix contre zéro. Il y a toutefois une différence entre consensus et constitutionalité. Banning, que je représente, considère que le serment est un résumé important des valeurs américaines et beaucoup de citoyens le considèrent également. La notion « *Under God* » a été ajoutée en 1954, en pleine Guerre froide, pour que le serment reflète les valeurs américaines de façon plus exhaustive.

Ce serment rappelle que les individus disposent de droits « inaliénables » car ils leur ont été donné par Dieu et un gouvernement ne peut donc pas les leur retirer. Il faut cependant respecter les Droits des non-croyants et donc ne pas leur faire obligation de participer à ce mouvement patriotique.

---

[1] NDLR : Cette expression signifiant à la fois *« sous l'attention de Dieu »* ou *« sous le commandement de Dieu »* étant difficilement traduisible, nous avons décidé de la laisser telle quelle. Le *« serment d'allégeance »* est récité tous les jours par les écoliers américains et présente les États-Unis comme une nation « **Under God** ».

Newt Gingrich



Newt Gingrich (Le 8 de cœur du régime Bush) est ancien président de la Chambre des représentant. Il est actuel membre du Defense Policy Board, le conseil consultatif auprès du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et membre de l'American Enterprise Institute.

« Les démocraties et la double échelle d'appréciation »

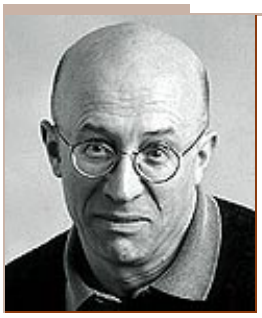
Source : Wall Street Journal
Référence : « Democracies and Double Standards », par Newt Gingrich, *Wall Street Journal*, 8 mai 2004.

La couverture médiatique des violations de la loi américaine contre les prisonniers irakiens risque de mettre en place une double échelle d'appréciation des crimes pour l'Amérique et pour le monde arabe. L'administration Bush doit faire bien attention à ce que nous exprimons et à ce que nous allons faire pour ne pas donner d'armes à nos ennemis.

Un petit nombre d'Américains a fait des choses terribles à la prison d'Abu Ghraib et les accusés seront jugés. Ils doivent cependant être considérés comme innocents jusqu'au procès. S'ils sont reconnus coupables, ils devront être punis. Toutefois, en faire trop dans l'excuse et l'attrition serait une grave erreur. En effet, sans surprise, la gauche anti-américaine de notre propre pays et d'Europe, avec sa mémoire sélective qui conserve toutes les erreurs américaines et oublie toutes les atrocités anti-américaines, a utilisé cette affaire pour condamner l'Amérique.

La presse pan-Arabe, qui n'avait pas condamné les crimes de Saddam Hussein ou d'Hafez el-Hassad, monte également au créneau. Cette presse ne parlait pas de la même façon des meurtres d'Américains, brûlés et mutilés dans les rues de Faludja ou du meurtre délibéré d'une Israélienne enceinte et de ses enfants par deux Palestiniens. Nous ne devons pas accepter les condamnations émanant de ceux qui acceptent les actes vicieux des Arabes.

Tony Judt



Historien britannique spécialiste de l'histoire des idées politiques, Tony Judt est directeur du Remarque Institute de la New York University.

« Le culte de la contrition »

Source : The Independent
Référence : « The cult of contrition », par Tony Judt, *The Independent*, 09 mai 2004.

Nous vivons dans une ère de repentance. Quand une crise ou un scandale apparaît, les personnalités se confondent en remords et en excuses et cela fonctionne désormais si bien que les victimes, réelles ou supposées, demandent plus d'excuses que de justice et que les médias s'en contentent. Ainsi, la question cruciale autour de l'audition de Condoleezza Rice devant la Commission d'enquête sur 11 septembre a été de savoir si elle allait présenter ses excuses. En fine tacticienne, elle ne l'a pas fait, maintenant longtemps l'attention des médias sur ce point et les détournant ainsi des vraies questions.
Autrefois nous étions intéressés par ce que les politiciens faisaient ou pensaient. Aujourd'hui on veut savoir ce qu'ils ressentent et s'ils se sentent désolés.
Pendant longtemps, face à de mauvaises nouvelles, difficiles à assumer, les politiciens commençaient par nier tout en bloc, puis ils reconnaissaient les faits tout en les minimisant et enfin ils reconnaissaient l'entière gravité des faits reprochés, mais en affirmant que c'était déjà une vieille histoire. Cette pratique trouve encore cours aujourd'hui au Japon concernant la Seconde Guerre mondiale, en Turquie face au génocide arménien et en Australie face au quasi-génocide aborigène. Les Américains, eux, s'excusent. Tony Blair aussi s'excuse, car il est le plus américain de nos Premiers ministres.
Ainsi, George W. Bush est désolé des *« traitements réservés aux prisonniers irakiens »*. Cela lui permet de se présenter comme quelqu'un de bien, de sensible, mais surtout d'évacuer la question et d'en rester à la thèse officielle : il s'agit d'actes commis par *« un petit nombre de soldats » « agissant mal »*.
Pourtant, il ne s'agit pas comme au Vietnam d'actions commises par des GIs paniqués ou de mauvais officiers, il s'agit d'actes prémédités. Mais le culte de l'excuse aux États-Unis évacue toute responsabilité et tout devoir. Il n'y aura donc pas de démissions à haut niveau et les enquêtes s'arrêteront aux excuses de personnes qui sont désolées. Tant que les États-Unis accepteront ce type de dérobade, qui ne convainquent pas le reste du monde, ils perdront des soutiens.

George Allen

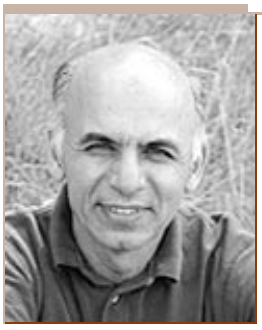
George Allen est sénateur Républicain de Virginie. Il est président du sous comité sur les affaires européennes du Comité des Affaires étrangères du Sénat.

« L'exil n'est pas la liberté »

Source : Washington Times
Référence : « 'Exile is not freedom' », par George Allen, *Washington Times*, 10 mai 2004.

Les pressions internationales interdisent bien souvent aux dictatures de supprimer leurs opposants politiques. C'est pourquoi elles utilisent l'emprisonnement répété ou l'exil pour faire taire les voix dissidentes. Le Dr Nguyen Dan Que, emprisonné régulièrement au Vietnam depuis 20 ans, est l'un des rares activistes à refuser l'exil, affirmant que « l'exil n'est pas la liberté ».
En 1975, lors de la chute de Saïgon, il avait déjà refusé l'exil et avait fondé le Front progressiste national, une association pacifique remettant en cause certaines politiques gouvernementales, surtout celles touchant aux Droits de l'homme. Il fut emprisonné en 1978 dans des conditions extrêmement dures et il ne fut libéré en 1988 que grâce à une campagne menée par Amnesty International et Human Right Watch. Libéré, il fonda en 1990, le Mouvement non-violent pour les Droits de l'homme et il fut arrêté un mois plus tard. Malgré un appel du Congrès états-unien, il fut condamné à 20 ans de travaux forcés et cinq ans de résidence surveillée. Il fut finalement libéré en 1998 en raison d'une vaste campagne internationale. Mais en mars 2003, le Dr. Que a été arrêté pour la troisième fois pour avoir à nouveau protesté contre la répression de la liberté de parole et d'information. Il fut accusé d'espionnage et aucune date de procès n'est audiencée.
Les autorités veulent le pousser à l'exil, mais il refuse. Une protestation internationale est en train de s'organiser pour demander sa libération. Cette volonté d'assistance internationale prend tout son sens le 11 mai jour que le Sénat états-unien a fixé comme étant celui de la démocratie et des Droits de l'homme au Vietnam.

Ashraf Ghani



Ashraf Ghani est le ministre des Finances d'Afghanistan.

« Afghanistan : construire un pont commercial sur les cendres de la guerre »

Source : International Herald Tribune
Référence : « Afghanistan : Building a trade bridge from the ashes of war », par Ashraf Ghani, *International Herald Tribune*, 10 mai 2004.

L'Afghanistan est ouvert au commerce. C'est un fait remarquable à peine deux ans après qu'un gouvernement par intérim se soit installé à Kaboul. Il a provoqué l'intérêt des pays de la région qui se réunissent au Kirghizistan cette

semaine pour parler commerce et investissement, croissance économique et stabilité régionale.

Cette réunion reflète le succès, même incomplet, de la reconstruction afghane et une situation exceptionnelle : depuis le XIXème siècle, pour la première fois, l'Afghanistan et ses voisins sont libres. Les possibilités de l'Afghanistan dans une économie globale sont vastes. Sa position stratégique, une stabilisation en cours et des tarifs douaniers bas peuvent conduire ce pays à développer le commerce dans toute la région si des investissements dans les transports sont réalisés.

Il reste cependant fort à faire, notamment au niveau de la guerre au terrorisme et de la stabilisation du pays et de toute la région. Nous croyons qu'avec l'aide de toute la communauté internationale, qui nous a promis 8,2 milliards de dollars supplémentaires, nous pouvons reconstruire le pays et en faire le centre d'échanges commerciaux. Ce que peu croyaient possible est en marche : l'Afghanistan est en train d'entraîner une croissance soutenable pour toute la région.

John Brady Kiesling

John Brady Kiesling est professeur à la Woodrow Wilson School et au Programme des études hellénistiques de l'Université de Princeton. Membre du corps diplomatique états-unien pendant 20 ans, il a démissionné en signe de protestation à la veille de la Guerre d'Irak.

« Pour gagner la paix, nous devons " perdre " la Guerre »

Source : Washington Post
Référence : « To Win the Peace, We Must 'Lose' the War », par John Brady Kiesling, *Washington Post*, 9 mai 2004.

La plus mortelle des illusions concernant la guerre est que son objectif est la victoire militaire. Son vrai but est en réalité l'accomplissement des objectifs politiques, économiques et sécuritaires pour laquelle elle a été entreprise. Dans une guerre comme celle d'Irak, nous ne pouvons pas gagner en étant victorieux. L'objectif des États-Unis est la création d'un État stable qui n'abrite pas de terroristes et qui ne menace pas ses voisins, dans l'idéal un État démocratique. J'ai démissionné du corps diplomatique états-unien car je ne croyais pas que ce minimum recherché était réalisable car nous ne disposions d'aucune légitimité, pas plus que les George Washington irakiens qui se cachaient derrière nos tanks d'ailleurs.

Mais aujourd'hui, nous sommes engagés dans ce conflit et notre problème de légitimité n'est pas résolu. En fait, il n'existe aucun mouvement qui dispose aujourd'hui d'une légitimité sur tout l'Irak. Si les États-Unis se retiraient aujourd'hui, ils laisseraient un pays comparable à l'Afghanistan, se déchirant entre factions. Si nous restons, nous pouvons assurer un minimum de sécurité en doublant le nombre de troupes et un minimum de prospérité en faisant des dons énormes, mais le gouvernement que nous mettrons en place ne sera pas légitime.

Le vrai problème est la division de la société irakienne, or cette division s'amenuise avec la lutte contre les États-Unis qui a permis l'unification des sunnites et des chiites contre nous. C'est la clé de notre succès. Nous devons choisir un dirigeant de la résistance dont nous allons faire un héro qui nous

aura chassé du pays. Nous allons lui accorder des successions de victoires tactiques tout en combattant durement les autres dirigeants irakiens. Les Irakiens se rallieront alors à cet homme grâce à ses succès et nous évacuerons progressivement le pays devant l'avancée de ses partisans tout en l'intégrant progressivement au travail de l'ONU.

Cette solution posera des problèmes intérieurs aux États-Unis et sera délicate pour le Kurdistan. En outre, un tel dirigeant ne sera sûrement pas pro-occidental, mais si l'Irak se sent victorieux, il acceptera beaucoup plus facilement l'aide à la reconstruction de l'ONU, voire des États-Unis.

Malheureusement, la réluctance des États-Unis à prendre des décisions politiques difficiles pourrait nous imposer une décennie de présence en Irak.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les Boys ne veulent pas mourir pour Halliburton

Tous les journaux du groupe *Army Times* publieront simultanément, dans leurs éditions datées du lundi 17 mai 2004, un éditorial dénonçant la carence du commandement en Irak. Loin des manigances de Washington où les démocrates demandent la tête de Rumsfeld pour affaiblir Bush, mais sans proposer de stratégie alternative, c'est ici une voix autorisée, représentant la fronde des officiers supérieurs de terrain contre le Pentagone, qui exige la démission du secrétaire à la Défense.

Cette mise en cause illustre la profonde crise morale qui traverse les Forces armées US. Les GI's accumulent les pertes en Irak : plus de 700 morts au combat, probablement bien plus morts de leurs blessures, et des milliers d'invalides. Tout cela pour des intérêts privés, sans aucun profit pour les États-Unis.

Editorial du Military Times, édition du 17 mai

Une faute du commandement au plus haut niveau

Dans les couloirs du Pentagone, un terme de dérision caustique est apparu pour qualifier les soldats engagés se trouvant au cœur de la tempête du scandale de la prison Abou Ghraib : les six imbéciles qui ont perdu la guerre.

En effet, les dommages causés à l'armée U.S. et à la nation dans son ensemble par les photographies horrifiantes de soldats U.S. maltraitant des détenus dans la fameuse prison sont inestimables.

Mais les gens du Pentagone se trompent d'imbéciles.

Aucune excuse ne tient pour le comportement affiché par les soldats sur les photos désormais tristement célèbres, ainsi que pour le rapport encore plus accablant du Major Général de l'armée Antonio Taguba. Tous les soldats impliqués devraient avoir honte.

Mais si la responsabilité commence au niveau des six soldats encourant des poursuites pour crime, elle s'étend tout au long de la chaîne de commandement jusqu'aux plus hauts échelons de la hiérarchie militaire et de son

commandement civil.

Toute cette affaire est un échec du commandement, du début jusqu'à la fin. Dès leur capture, les prisonniers sont capuchonnés, enchaînés et isolés. Le message aux troupes : tout est toléré.

En plus des cohortes de prisonniers qui ont été humiliés et malmenés, au moins 14 d'entre eux sont morts en détention en Irak et en Afghanistan. L'armée a prononcé un verdict pour au moins deux de ces homicides. Ce n'est pas ainsi qu'un peuple libre détient ses prisonniers ou conquiert le cœur et l'esprit d'un monde méfiant.

Quelle tragique ironie que l'armée américaine, qui fut accueillie à Bagdad par un peuple irakien euphorique, il y a un an, comme une force de libération mettant fin à 30 années de tyrannie, se retrouve aujourd'hui coupable d'avoir eu recours à une torture déshumanisante dans cette même prison d'Abou Ghraib qui fut utilisée par les hommes de main de Saddam Hussein.

On ne peut que se demander pourquoi la prison n'a pas été rasée à l'aube de l'invasion dans un coup symbolique porté au cœur du régime baasiste.

Le commandement militaire en Irak porte la responsabilité d'avoir fait fonctionner une prison sans conseiller juridique pour son commandement ni responsabilité assumée pour le soin et le traitement des prisonniers.

Le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, mérite également sa part de honte. Il a demandé à « 60 minutes II » de s'abstenir de diffuser des informations sur le scandale car cela pouvait mettre les troupes U.S. en danger. Mais lorsque le rapport fut diffusé une semaine plus tard, Myers n'avait toujours pas lu le rapport de Taguba qui avait été terminé en mars. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld n'a pas non plus lu le rapport avant que le scandale éclate dans les médias.

A ce moment-là, il était bien entendu trop tard.

Myers, Rumsfeld et leur personnel ont échoué à estimer l'impact que ce scandale aurait non seulement aux États-Unis, mais aussi partout dans le monde.

Si le personnel de Myers et Rumsfeld a manqué à son devoir de les alerter, honte sur lui. Mais honte également sur le chef d'état-major et le secrétaire à la Défense, qui ont manqué à leur devoir d'informer ne serait-ce que le Président Bush.

Il en a été réduit à devoir s'informer sur le scandale par des rapports de presse plutôt que par ses propres chefs militaires.

Sur le champ de bataille, les erreurs de Myers et Rumsfeld seraient qualifiées de mauvaise évaluation de la situation, une faute assimilable à de la négligence professionnelle.

A ce jour, l'armée a envoyé devant la cour martiale les six soldats soupçonnés d'avoir maltraité les détenus irakiens et en a réprimandé six autres.

Le général de brigade Janis Karpinski, responsable de la brigade de police militaire aux commandes d'Abou Ghraib, a reçu une lettre de remontrances et encourt une possible procédure disciplinaire.

C'est bien, mais ce n'est pas assez.

Ce n'était pas qu'une faute des autorités au niveau du commandement local. C'était une faute imputable directement au sommet de la chaîne. La responsabilité est ici essentielle, même si cela signifie qu'il faut relever de leurs fonctions des dirigeants haut placés en temps de guerre.

Traduction : Réseau Voltaire